

CNAS du 27 juin 2024

Déclaration liminaire

Alors que la campagne législative est lancée, le sort de la France sera fixé au soir du 7 juillet 2024. Dans cette période où l'extrême-droite pourrait gouverner le pays, **Solidaires Finances** prend ses responsabilités en tant qu'organisation syndicale indépendante mais cependant ni neutre ni indifférente.

Le contexte politique et social actuel est pour le moins pesant, avec des crises internationales dont la violence semble sans limite humaine.

De plus, cette situation anxiogène est exacerbée par un coût de la vie qui ne cesse d'augmenter et d'autres sujets préoccupants dont les enjeux environnementaux ne sont assurément pas les derniers. Pour faire face à ce lourd défi, nous jouons et jouerons notre rôle aujourd'hui et demain, si tant est qu'on veuille bien nous le laisser.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain. Notre organisation appelle à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe. Alors que des profits records sont enregistrés, il faut sortir du choix délétère que l'on nous impose.

Notre organisation milite pour le renforcement de la protection sociale et s'oppose aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits acquis.

En tout état de cause, nous continuerons à nous battre. C'est dans ce cadre de l'instance qui nous réunit que nous tenons à rappeler le rôle et la place des syndicats, dont le nôtre. Notre rôle n'est pas d'accompagner mais d'analyser, d'informer, de défendre nos missions, nos emplois et nos conditions de travail, et d'agir pour les personnels de ce ministère.

Le CNAS d'aujourd'hui est dense. Il commence par l'examen du rapport d'activité 2023 qui manque d'informations et de lisibilité au vu de l'organisation des données fournies. Encore une fois, les croisements de données sont rendus difficiles par l'ordre de présentation des tableaux.

À notre demande, les associations socio-culturelles vont nous présenter leur rapport d'activité... mais en séance ! **Solidaires Finances** regrette de ne pas avoir eu de documents de travail étayés en amont.

De plus, l'exécution budgétaire au 31 mai 2024 nous laisse perplexes, notamment sur les différences avec le budget prévisionnel 2024 et sur le taux de consommation des crédits.

Ensuite, concernant la réforme de l'action sociale, la création de la Fédération d'Action Sociale Finances et la communication doivent être évoquées. Quid du réseau des délégations ? Est-ce à dire que sur cet aspect, tout est installé et tout va bien ? Pour **Solidaires Finances**, ce n'est pas le cas, aussi bien en termes d'organisation quotidienne que d'impacts sur les prestations locales, à commencer par l'Arbre de Noël 2025.

En ce qui concerne les colonies EPAF pour les printemps et été 2024, **Solidaires Finances** dénonce toujours le dispositif « 1^{er} arrivé, 1^{er} servi » et le transfert de la charge du transport des enfants sur les parents. Que dire de la solution de transport trouvée et mise en avant : « epafcolosvoiturage », le Blablacar EPAF aux 200 followers et 25 propositions concrètes ? N'est pas la SNCF qui veut !

Sur le nouvel appel à projets du Fonds d'innovation locale, **Solidaires Finances** regrette une certaine forme d'opacité opérée au moment de la pré-sélection, avant la tenue du comité de sélection.

Enfin, les propositions des CDAS du premier semestre 2024 expriment les mêmes remarques que nous vous formulons. Les réponses apportées à ces propositions restent décevantes.

Nous espérons que ce CNAS permettra d'avancer sur les divers sujets évoqués et plus largement sur l'action sociale ministérielle à laquelle **Solidaires Finances** est foncièrement attachée.